

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2021-07-30x-00830 Référence de la demande : n°2021-00830-011-001

Dénomination du projet : ZAC du Plessis au Loroux-Bottereau

Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :

Lieu des opérations : -Département : Loire-Atlantique -Commune(s) : 44430 - Le Loroux-Bottereau.

Bénéficiaire :

MOTIVATION ou CONDITIONS

Présentation générale du projet

La demande de dérogation est déposée par Loire Atlantique Développement (SELA) en charge de la ZAC de 60 hectares au Loroux-Bottereau créée en 2014 en zone agricole de bocage à l'est du bourg, commune qui borde à l'ouest le grand marais de Goulaine (à 4 km du projet) et qui se situe à 7 km au sud de la Loire (toutes deux Natura 2000 ZPS et ZSC), toute la zone séparant le bourg du Loroux-Bottereau de ces deux sites naturels majeurs étant fortement occupée par des tenues maraîchères intensives avec de nombreuses serres qui obèrent fortement le paysage. Initiée en 2010 par la Communauté de Commune de Loire-Divatte, sans demande de dérogation espèces protégées, ni ensuite lors de la reprise du projet par le SELA aboutissant à la création de la ZAC en 2014. Cette ZAC s'est greffée sur la présence de bâtiments de la menuiserie industrielle Janneau. Ce n'est qu'en 2018, à l'occasion d'un dossier de lotissement à l'Est de la ZAC qu'a été découverte la présence du Grand capricorne, conduisant enfin à constater aussi sa présence importante sur la ZAC, ainsi que d'autres espèces protégées. Si au départ cette ZAC ne concernait que les bâtiments importants de la menuiserie industrielle Janneau (10 ha) créée depuis des décennies, l'aménagement d'autres parcelles s'est poursuivi pendant l'instruction du présent dossier de dérogation espèces protégées, avec la construction d'un important bâtiment de l'agence nantaise de Mondial Relay en 2019 (parcelle A4 de 2,44 ha), le décapage-nivellement de la zone située entre ces deux entreprises en 2020 (parcelle A5 de 2,39 ha), l'installation de la menuiserie Robin (0,9 ha), la destruction de 160 m de haies par des particuliers, ce qui fait qu'au moins le quart Nord-Ouest de la ZAC est déjà occupé (et plus si d'autres aménagements ont eu lieu jusqu'en 2022 puisque la mare centrale se trouverait entourée de nouveaux bâtiments). Cette désinvolture juridique est profondément regrettable.

L'occupation du sol prévue dans le dossier concerne, outre Janneau, 5 hectares pour la voirie et les espaces verts, et 36,5 hectares pour l'implantation d'autres entreprises (incluant donc Mondial Relay et Robin).

L'intérêt public majeur

Il n'est justifié que pour des raisons économiques, malgré la présence de dix-sept parcs d'activités et deux hôtels d'entreprises sur cette Communauté de communes, dont seuls treize sont saturés, et nonobstant le fait qu'aucune alternative n'ait été étudiée. La ZAC longe au nord une route départementale à fort trafic, justifiant curieusement pour la ZAC un effet « vitrine » anachronique de nos jours. Cette zone est occupée à l'Est par des cultures intensives (17 ha) et prairies, en partie humides le long d'un ruisseau temporaire longeant le périmètre Sud-Est ou traversant le projet vers l'Ouest, avec présence de quatre mares, dont une grande en L, et bordées en partie de haies qui seraient conservées et renforcées, hormis la destruction d'arbres à Grand capricorne et potentiellement de Lucane cerfs-volants. Une partie des haies existantes laissées à l'abandon ont acquis une valeur faunistique importante. De même, une partie de la zone au Sud-Ouest est en friche agricole, et quatre parcelles au centre sont humides (non détectées lors du premier inventaire largement déficient).

Inventaires

Ils ont eu lieu en deux phases : sept jours à raison d'un par mois en juin, août et septembre 2018 ; avril, août

et septembre 2019 ; mars 2020, soit seulement sur six mois (absence d'octobre à février), à chaque fois pour tous les groupes (flore, oiseaux, mammifères, batraciens, reptiles, insectes), mais seulement en août-septembre pour les chiroptères (4 jours, sans enregistrements). Cette faible fréquence et ses nombreuses lacunes ont été complétées à la demande de la DDTM en juin-juillet 2020, puis septembre-octobre-décembre 2020 et février à juin 2021 avec un autre bureau d'étude (utilisant des enregistrements pour les chiroptères) afin d'aboutir cette fois à une couverture satisfaisante.

Enjeux floristiques et faunistiques

Il n'y a pas d'espèces de flore ou d'habitats protégés malgré la présence de 106 espèces. Plusieurs espèces de faune patrimoniales sont présentes. Chez les oiseaux, un œdicnème criard a été observé dans les cultures lors du second inventaire. Dans les haies et friches, sont présents notamment des Bruant jaune, Chardonneret élégant, Linotte mélodieuse, Faucon crécerelle, Chouette hulotte, Bouscarle de Cetti, Pic épeichette, Tarier pâtre, Pouillot fitis, Tourterelle des bois, et Alouette des champs en cultures...

Parmi les mammifères, on trouve le Lérot d'Europe et plusieurs chauves-souris (Pipistrelles commune et de Kuhl, Murin à moustaches, Barbastelle d'Europe et Sérotine commune). Sont également présents dans les milieux favorables, des reptiles (Couleuvres d'Esculape et Helvétique, Lézards des murailles et à deux raies), des batraciens (Grenouille agile, Grenouille verte, Triton palmé et Triton crêté) et des insectes (Orthétrum bleuissant, Grand capricorne et Lucane cerf-volant). Les bâtiments de ferme abandonnés ne recèlent curieusement pas de chauves-souris ou d'oiseaux (par ex. Chouette effraie, hirondelle de cheminée). Le dossier ne présente malheureusement pas suffisamment de photos permettant de juger de l'intérêt de tous les milieux et notamment des haies.

Impacts bruts du projet

L'impact majeur avant la séquence ERC concernait l'abattage de 14 à 23 grands arbres séculaires à Grand capricorne et deux potentiels pour le Lucane cerf-volant, et secondairement la perte d'habitats pour plusieurs espèces d'oiseaux et chauves-souris patrimoniaux, dont la destruction de 1265 m de haies, de 224 m linéaires de ronciers, de trois petites mares et habitats associés pour les batraciens et reptiles soit 4,5 hectares, et l'isolement des mares restantes. Enfin, l'éclairage nocturne est permanent sur l'ensemble de la ZAC.

Application de la stratégie ERC

Mesures d'évitement

ME1 : de nombreux arbres à Grand capricorne seront préservés par un nouveau parcellaire (perte ramenée à 5 arbres et 575 m de haies) avec engagement de protection en EBC au PLUi futur par simple engagement d'un courrier de la Communauté de communes.

Ce n'est pas une mesure juridique suffisante, car modifiable à tout moment par la commune, et le nombre d'arbres et de linéaire de haies à préserver, ainsi que leur localisation précise ne sont pas vraiment indiqués.

ME2 : une haie située en position centrale de la parcelle MKL sera maintenue ainsi qu'une bande tampon.

ME3 : au Sud de la haie ME2 seront maintenus 5 hectares (ou 4 ou 4,8 indiqués ailleurs ?) de culture de maïs pour l'accueil de l'œdicnème criard.

Cette mesure paraît opportuniste (forte pente n'autorisant guère de constructions d'entreprises ?) et sans garantie de durabilité (quel engagement juridique vis-à-vis de l'agriculteur ?).

ME4 : préservation de la mare à Triton crêté et de la parcelle au Sud avec sa haie pour une liaison maintenue avec l'îlot central boisé.

Quelle sera l'utilisation de la parcelle ?

ME5 : suppression de la petite boucle de voirie empêchant la connexion entre la haie venant de l'îlot central avec le bocage extérieur.

ME6 : préservation de l'îlot de vieux arbres abritant une Chouette hulotte près de l'ancienne ferme de Rubail. *Il manque un engagement juridique sur cette préservation à long terme (cf. remarque pour ME1).*

Mesures de réduction

Les mesures de réduction concernent désormais des mesures classiques de précaution lors des travaux (temporalité, barrières, écologie, éclairage pendant les travaux, protection contre la pollution des cours d'eau pendant les travaux...). La mesure MR3 précise que les cinq arbres à Grand capricorne qui seront abattus verront leurs tronçons de fûts disposés verticalement le long de la haie préservée en ME2 pendant au moins cinq ans et si possible jusqu'à pourrissement complet.

Mesures de compensation

Au final, l'artificialisation portera sur 36,5 hectares comprenant la destruction :

- de cinq arbres accueillant le Grand capricorne ;
- de 224 ml de ronciers ;
- de 575 ml de haies bocagères impactant notamment l'avifaune et les chiroptères ;
- d'une mare (pas de présence de batraciens constatée mais probablement faute d'inventaire à la bonne saison) ;
- de 5 040 m² d'habitats favorables pour les lézards ;
- d'environ 34 000 m² d'habitats favorables à la Couleuvre d'Esculape ;
- d'environ 6 000 m² d'habitats favorables à l'hivernage des amphibiens ;
- d'un territoire de chasse pour le Faucon crécerelle (6 ha) ;
- de nids pour le Lérot ;
- d'un site de reproduction pour la Bouscarle de cetti ;
- d'1,8 hectare de friches humides.

Six mesures de compensation sont proposées :

MC1 : renforcement de 1200 ml de haies existantes sur la ZAC (permettant notamment la liaison de la zone centrale avec les haies du périmètre Sud) et plantation de 400 ml au nord de la ZAC (de l'autre côté de la RD) et 600 ml à la Blanche Noé à 1 km au sud de la ZAC sur des parcelles appartenant à la commune ou la Communauté de communes.

*Si la gestion des 400 ml de haies arbustives au nord de la ZAC se justifie pour le Traquet tairer, Il faut impérativement renoncer à émonder tous les 5 à 10 ans les autres haies créées, ainsi que toutes les haies maintenues sur la ZAC (pour faire du bois de chauffage), car cette mesure annoncée ne permettrait pas de compenser l'avifaune des haies âgées détruites sur la ZAC (cf. commentaire sur MC3), notamment pour les espèces patrimoniales comme le Pic épeichette et le Pouillot fitis, sans parler de l'avifaune commune mais néanmoins protégée. **La compensation de la destruction de cinq arbres à Grand capricorne ne peut pas se faire au détriment des autres espèces avec un tel changement drastique de ce bocage qui aggraverait fortement les destructions induites par la ZAC.***

MC2 : création de trois mares au sein de la ZAC (et création de fourrés humides autour de deux d'entre elles au Sud) pour constituer un réseau avec celles préservées au centre de la ZAC (mare à Triton crêté et mare en L ?).

Le dossier est imprécis sur le devenir de cette mare centrale en L, la plus intéressante, et sur le maintien des arbres qui la bordent.

MC3 : émondage de tous les arbres préservés sur la ZAC pour favoriser le Grand capricorne. Si cette mesure peut se justifier (selon le CRSPN des Pays de la Loire) pour ceux sénescents qui étaient déjà taillés en têtards, le Grand capricorne recherchant les troncs à crevasses exposés au soleil, elle est totalement contre-productive pour les oiseaux (alimentation et nidification dans les frondaisons et recherchant un couvert pour des raisons de sécurité mais aussi de micro-climat) et les chiroptères (lesquels s'alimentent sous les frondaisons), dont la densité de fréquentation dépend du volume des frondaisons qui crée un environnement indispensable. Ce que ne procurent pas des troncs nus (la photo 29 page 90 est éloquent sur la perte de biodiversité engendrée par de telles coupes). Pour information, la pratique de la taille en ragosses du bocage rennais tous les sept ans est une catastrophe pour l'avifaune. L'ambiance forestière du noyau central autour de la mare en L et la zone occupée par la Hulotte, ainsi que toutes les grandes haies à large frondaisons doivent absolument être préservées.

MC4 : plantation de 400 ml de haies basses arbustives dans la ZAC pour le Traquet tairer. N'y-a-il pas redondance avec la mesure MC1 ?

MC5 : gestion de 4,8 hectares pour offrir un habitat à l'Œdicnème criard et l'Alouette des champs en hiver. Ce n'est pas une mesure de compensation, puisqu'il s'agit simplement du maintien de la culture de maïs actuelle déjà proposée dans la mesure ME3 et en mesure d'accompagnement MACC5.

MC6 : pose de six nichoirs pour le Lérot.

Mesures d'accompagnement

MACC1 : pose d'un nichoir à Chouette hulotte dans l'îlot boisé près de Rubail.

MACC2 : restauration d'une zone humide en compensation de la zone détruite par le projet, incluant le reméandrage d'un cours d'eau, le terrassement de 2 hectares, la restauration de la mare à Triton crêté, la création de deux mares et la plantation de 420 ml de haies.

Il est difficile de distinguer cette mesure de ce qui est proposé dans les mesures MC1 et MC2, sauf la partie

concernant le ruisseau qui pourrait être considérée comme une mesure de compensation, mais à décrire plus précisément.

MACC3 : création de deux mares en limite du site Natura 2000 des marais de Goulaine (hors ZAC) afin de favoriser le Triton crêté.

MACC4 : définition des actions à mener sur le territoire de la Communauté de communes pour la gestion du bocage.

MACC5 : définition des mesures de gestion de l'espace créé pour l'Œdicnème criard et l'Alouette des champs (cf. MC5).

AVIS du CNPN

Considérant :

- que les inventaires antérieurs à 2020 demandés par la Communauté de communes, puis le SELA étaient manifestement déficients sur de nombreuses espèces protégées et sur les zones humides (que les travaux sur la ZAC ne peuvent probablement pas avoir créé en totalité), ne permettant pas une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées dès 2014 ;
- que les porteurs du projet ont continué à détruire depuis 2018 une partie des terrains en cours d'instruction du dossier de demande de dérogation actuellement présenté, ce qui rend problématique la perception actuelle de des données environnementales par le CNPN ;
- qu'aucune alternative au projet de ZAC n'est présentée, même si la présence initiale de l'entreprise Janneau était un atout (mais ne justifiant pas une ZAC six fois plus importante) ;
- que l'intérêt public majeur n'est justifié que par l'intérêt économique, malgré la non saturation de huit autres parcs d'activités et hôtels d'entreprises sur le territoire de cette Communauté de communes ;
- qu'il n'y a pas une description précise du linéaire et de la localisation des différents types de haies (arbustives, multistrates, proportion de têtards, intérêt faunistique) encore présents sur la ZAC ;
- qu'un gros effort d'évitement a été pratiqué à la demande de la DDTM 44 pour aboutir à une proposition plus acceptable ;
- que le dossier s'est néanmoins focalisé sur la destruction de cinq arbres sénescents à Grand capricorne en proposant comme mesure de compensation une mise en coupe générale en têtards de l'ensemble du bocage maintenu et à créer pour une utilisation régulière en bois de chauffage, totalement contre-productive pour une grande partie de l'avifaune protégée (mis-à-part le Traquet tarier et l'Œdicnème criard lequel n'est pas nicheur sur la ZAC) ;
- que la responsabilité du SELA et de la Communauté de commune quant aux garanties de maintien sur le long terme (toute la durée de la ZAC soit plusieurs décennies) des haies existantes et à créer n'est pas assurée, l'inscription des haies à préserver en Espaces Boisés Classés au futur PLUi n'étant pas une mesure suffisante (bien que nécessaire), car modifiable à tout moment.
- que les haies à créer sur les parcelles commerciales seront à la charge des acheteurs, ce qui n'est pas une garantie de réalisation, ni de qualité fonctionnelle. La responsabilité du maintien des haies entre entreprises commerciales, SELA et Communauté de communes n'est pas clairement définie ;
- qu'aucune garantie n'est apportée sur la durabilité de gestion par un agriculteur des parcelles maintenues en culture pour l'Œdicnème criard et l'Alouette des champs ;

Le CNPN émet un avis défavorable sous réserve des conditions suivantes :

- Un plan des différents types de haies (arbustives, multistrates âgées à intérêt avifaunistique et d'alimentation des chiroptères, présence des têtards ayant un intérêt pour le Grand capricorne) doit être établi, accompagné de photos de l'existant, avec un devenir (destruction, maintien, renforcement, zones à étêter) ;
- Un étêtage tous les cinq à dix ans ne doit pas être généralisé, mais seulement sur des têtards sénescents existants, avec quelques nouveaux arbres à conduire en têtards futurs pour compenser la perte dans le temps des arbres sénescents actuels.

MOTIVATION ou CONDITIONS

La grande majorité des haies âgées à multistrates doit conserver leur aspect volumétrique dans l'intérêt de l'avifaune et des chiroptères dépendants de ces caractéristiques et non pas servir prioritairement de bois de chauffage ;

- L'avenir de la grande mare centrale et son environnement boisé doit mieux être précisé ;
- La pérennité des haies, des mares et des nouvelles zones humides de compensation doit être garantie par le recours à une Obligation réelle environnementale (ORE) ou à une gestion confiée à un organisme indépendant du type CEN ;
- Préciser ce que deviendront les haies bordant tout le périmètre Sud de la ZAC (qui en est le propriétaire ? font-elles partie de la ZAC ? quelle garantie de maintien en haies multistrates ?) ;
- Mieux présenter les aménagements concernant la restauration-créeation de zones humides en liaison avec le ruisseau et la présenter en mesure de compensation ;
- La destruction de 224 ml de ronciers ne semblant pas clairement compensée, doit l'être.

Le CNPN souhaite être saisi à nouveau pour avis sur le dossier modifié avant autorisation

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 25 mars 2022

Signature

